



HAL
open science

Goutte (volet 2) : La gouvernance de l'eau sur terres coutumières en Nouvelle-Calédonie : de la connaissance des usages et des savoirs à la production d'outils de gestion et de politiques adaptés

S. Bouard, C. Lejars, Catherine Sabinot, D. Coulange, S. Grochain, P. Godin, Victor David, Pierre-Yves Le Meur, Anne-Laure Dotte, Suzy Bearune, et al.

► To cite this version:

S. Bouard, C. Lejars, Catherine Sabinot, D. Coulange, S. Grochain, et al.. Goutte (volet 2) : La gouvernance de l'eau sur terres coutumières en Nouvelle-Calédonie : de la connaissance des usages et des savoirs à la production d'outils de gestion et de politiques adaptés. Cayrol, F. (ed.); Tatin, C. (collab.). Au fil de l'eau, Nouméa 2019, workshop des 17 et 18 septembre, PUNC, p. 30-33, 2020, Collection CRESICA, 979-10-910321-4-8. hal-02912017

HAL Id: hal-02912017

<https://hal.science/hal-02912017>

Submitted on 11 Aug 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AU FIL DE L'EAU

Nouméa 2019

Workshop des 17 et 18 septembre



AU FIL DE L'EAU

Nouméa 2019

Workshop des 17 et 18 septembre





© 2020 Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie



Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de l'université de la Nouvelle-Calédonie.

ISBN : 979-10-91032-14-8

Presses universitaires de la Nouvelle-Calédonie

Avenue James Cook – BP R4 – 98851

Nouméa CEDEX, Nouvelle-Calédonie

unc.nc

Coordination éditoriale et appuis rédactionnels : Françoise Cayrol pour les PUNC et Claire Tatin pour le CRESICA

Publication assurée par Françoise Cayrol pour les PUNC

PAO : © Eteek

SOMMAIRE

Discours introductifs des 17 et 18 septembre 2019	8
Propos introductifs au livret	11
Jour 1	
<i>Les projets, volet 1 « Continuum de projets du massif au milieu récepteur » et volet 2 « Goutte »</i>	13
NICKEL-CHROME (volet 1)	14
ASSURPLUHYT (volet 1)	17
TREMOR (volet 1)	19
SEARSÉ (volet 1)	21
MECAFLOC (volet 1)	23
PEMPOM (volet 1)	26
GOUTTE (volet 2)	30
Jour 2	
<i>Les ateliers</i>	35
Eau et santé	36
Eau et gouvernance	40
Eau et environnement	44
Références	48
Pour aller plus loin	49
Liste des sigles	52
Liste des participants aux ateliers	55

GOUTTE (volet 2)

La gouvernance de l'eau sur terres coutumières en Nouvelle-Calédonie : de la connaissance des usages et des savoirs à la production d'outils de gestion et de politiques adaptés



Trou d'eau, Ouvéa – ©D. Gonzalez

Bien que l'eau douce ne soit pas une ressource rare en Nouvelle-Calédonie, des tensions se multiplient sur les terres coutumières et concernent plusieurs enjeux : l'accès et la tarification de l'eau potable, les pollutions, les inondations et les pénuries d'eau mais aussi parfois autour de sites où l'eau est considérée comme « sacrée » (Demmer, 2002 ; Leblic, 2005). La question de la gouvernance de l'eau sur terres coutumières est largement traitée par les scientifiques dans la littérature concernant les droits des peuples autochtones pour l'accès à l'eau. La majeure partie des publications met en avant les interconnexions entre les revendications politiques, foncières et environnementales des peuples autochtones, les revendications pour la propriété de la ressource (Hidalgo *et al.*, 2017 ; Boelens and Seeman, 2016 ; Gupta, 2014) et les conséquences associées aux écarts de régimes institutionnels¹ pour l'accès

à une eau potable de qualité (Penn, 2016). Dans le Pacifique, le poids symbolique de l'eau douce pour les communautés insulaires a été analysé d'un point de vue historique et anthropologique (Wagner et Jacka, 2018). En Nouvelle-Zélande, le caractère sacré et symbolique de l'eau (Salmond, 2014) se traduit concrètement dans des modes de gestion innovants de la ressource (Jackson and Altman, 2009 ; Hsiao, 2012 ; David, 2017). En Nouvelle-Calédonie, la gouvernance de l'eau est le fruit d'une organisation institutionnelle particulière, dotée d'un cadre réglementaire incomplet et en partie décalé par rapport aux usages et aux pratiques locales. L'organisation institutionnelle est notamment différente en fonction du statut foncier des terres, les terres coutumières étant notamment exclues du domaine fluvial de la Nouvelle-Calédonie d'après l'article 44 de la loi organique de 1999, modifié en 2009.

¹ Le régime institutionnel de l'eau peut être défini comme « le cadre institutionnel qui combine les principaux éléments de programmation d'une politique spécifique de protection et/ou d'usage d'une ressource avec un arrangement spécifique des droits de propriété, de disposition et d'usage formels sur les biens et services rendus par une ressource naturelle (= système de droits d'eau) » (Varone *et al.*, 2002, p. 83).



Pétroglyphes le long du cours d'eau – ©Nekirai/IAC



Case de bord de mer – ©H. Lemonnier

GOUTTE est un projet de science sociale qui a un double objectif : analyser l'évolution des valeurs, des savoirs et des pratiques liés à l'eau sur terres coutumières en Nouvelle-Calédonie et de manière plus opérationnelle, en partenariat avec IRSTEA/UMR G-eau, accompagner le processus de participation à l'œuvre autour de la Politique de l'Eau Partagée (PEP), à travers la diffusion et la mise en débat des résultats de la recherche.

Les résultats de la recherche menée dans GOUTTE permettront à terme d'appuyer la construction de règles de gestion acceptées et acceptables par tous. En effet, comprendre les usages et les liens à l'eau pourra faciliter la sensibilisation sur les pratiques d'économie d'eau. Concernant les aspects réglementaires, les résultats du projet éclaireront les réflexions à l'œuvre sur les dispositifs juridiques pertinents pour les acteurs, notamment dans un contexte de pluralisme juridique (entre droit commun et droit coutumier).

GOUTTE (2019-2020) s'inscrit dans la continuité thématique et partenariale de deux projets successifs. Le premier, financé par le Fonds Pacifique de 2014 à 2017, porté par l'ANU (Australian National University), intégrait la Nouvelle-Calédonie, la république de Kiribati, les îles Salomon et le royaume de Tonga. Il visait à mettre en réseau les chercheurs travaillant sur la gouvernance de l'eau sur foncier autochtone dans le Pacifique. En Nouvelle-Calédonie, le projet s'est traduit par l'organisation d'ateliers participatifs en partenariat avec la province Nord, sur la zone de Voh, Koné, Pouembout (VKP), pour aborder la question du partage de l'eau entre différents territoires (les tribus et les villages) et différents usages (l'eau potable et l'eau agricole). C'est dans le cadre de ce projet Fonds Pacifique que la question de la gouvernance de l'eau sur terres coutumières est apparue comme relativement méconnue pour les chercheurs et les

collectivités calédoniennes associées au projet (Bouard *et al.*, 2017 ; Daniell *et al.*, 2016 ; Bouteloup, 2015 ; Lejars *et al.*, 2016). En 2017, l'IAC, le CIRAD et l'IRD ont alors lancé une étude exploratoire sur deux communes afin de comprendre l'évolution de la gestion de l'eau en tribu depuis la colonisation (Nekiriai, 2017 ; Lejars *et al.*, 2019).

Choix théoriques et terrain(s) d'étude

D'un point de vue conceptuel, le projet GOUTTE s'appuie sur la notion de cycle hydrosocial de l'eau, telle qu'elle a été définie par Budds et Linton (2014) et selon laquelle la gestion de l'eau est une coproduction de la nature et des sociétés (cf. encadré p.33). Une telle approche contribue à identifier les dimensions culturelles et historiques de la gestion de l'eau, à les reconnaître, à les formaliser et les intégrer dans les politiques publiques (Aubriot, 2004). Cette notion pose la question de la confrontation des différentes valeurs (commensurabilité/incommensurabilité) associées à l'eau (Li, 2013), mais aussi celle des interactions entre relations de pouvoir et les dimensions infrastructurelles dans le contrôle de l'eau (Obertreis *et al.*, 2016). Mobiliser ce cadre conceptuel dans le Pacifique, où les populations autochtones ont développé une conception particulière des relations homme et nature, présente un intérêt scientifique supplémentaire.

Ce projet se déroule dans chacune des trois provinces de la Nouvelle-Calédonie en des régions choisies par les chercheurs en raison de connaissances déjà acquises et de l'existence d'enjeux particuliers : Hienghène (représentations sociales), Voh (problématique de la tarification de l'eau), Ponérihouen (représentations sociales), Ouvéa (vulnérabilité de la ressource) et Thio (impacts de la mine).

Cycle hydrosocial

La notion de cycle hydrosocial, inspirée du cycle hydrologique et du système de circulation physique de l'eau, est un processus cyclique centré sur l'entité « eau ». Le cycle hydrosocial de l'eau distingue sa matérialité (sa composition physico-chimique H²O, sa circulation et la modification de sa circulation). La société intervient sur l'eau en modifiant (en termes de qualité ou de quantité) ou aménageant son écoulement, par l'intermédiaire de techniques, de technologies et d'infrastructures. Les interventions humaines dans le cycle hydrologique redéfinissent la matérialité de l'eau en fonction de certains besoins en matière de quantité ou de qualité, pour les besoins agricoles (à travers des canaux, des aménagements de la rivière) mais aussi pour la production et la distribution d'eau potable (traitements physico-chimiques ou réseaux d'adduction en eau potable). Réciproquement, la nécessité d'administrer l'eau influence la manière dont s'organise la société. La modification du cycle hydrologique pour les usages humains (eau potable, aménagement agricole) peut être interprétée comme le résultat de l'organisation sociale et de la géométrie des pouvoirs. La notion de cycle hydrosocial invite à réfléchir sur la manière dont l'eau et la société se définissent et se redéfinissent mutuellement dans le temps et dans l'espace.



Taras irrigués, Canala – © C. Nekiriai/IAC

Premiers résultats

Aujourd'hui, des recherches bibliographiques portant sur la littérature existante dans le Pacifique ont été réalisées par l'UNC, l'IAC et le CIRAD. Ces recherches mettent en avant les apports des représentations pour la compréhension des systèmes socioécologiques et les mécanismes d'appropriation, d'appartenance et de responsabilité, notamment quant à la gestion de l'eau en terres autochtones (Grellier *et al.*, 2019).

Parallèlement, concernant les aspects réglementaires et juridiques, l'équipe de recherche (l'IRD) réalise une analyse des différents statuts de l'eau à l'œuvre en Australie et Nouvelle-Zélande. Cette analyse permettra d'alimenter les réflexions actuelles dans la construction de la politique de l'eau partagée (PEP).

À Hienghène, Boyen (Voh) et Thio, une quarantaine d'entretiens sur les usages et les valeurs de l'eau ont par ailleurs déjà été effectués (IAC). Les traditions orales relevées lors de ces entretiens et complétées par des recherches aux archives révèlent l'existence de quatre « catégories » d'eau en fonction des interlocuteurs. Cette diversité des représentations ouvre des pistes d'interprétation des discours locaux sur l'eau, tout comme de la manière dont sont exprimées les revendications et contestées les équivalences entre des eaux conçues comme étant de « natures » ou de « valeurs » différentes. De plus, la description de l'évolution des usages de l'eau permet de distinguer des continuités et ruptures dans l'histoire de la gestion de l'eau en terres coutumières et éclaire les jeux d'acteurs contemporains, notamment autour des questions de la tarification et de la gestion des réseaux.

Perspectives

GOUTTE ayant commencé au premier semestre 2019, il reste donc plusieurs terrains à ouvrir (aux îles Loyauté), d'autres à poursuivre (Hienghène, Boyen). Mais les premiers résultats sont d'ores et déjà mobilisés dans les travaux menés en partenariat avec le gouvernement sur l'appui à la mise en œuvre de la PEP. Ces résultats permettent d'envisager la réalisation d'interventions sur plusieurs thématiques qui intéressent directement la mission interservices de l'eau : la diversité des catégories d'eau, les référents eau et maîtres de l'eau. Quelles continuités ? Qu'est-ce qu'une « bonne eau » ? Quel(s) statut(s) juridiques pour l'eau ?

Séverine Bouard (IAC), Caroline Lejars (CIRAD), Catherine Sabinot (IRD), Delphine Coulange (IAC), Sonia Grochain (IAC), Patrice Godin (UNC), Victor David (IRD), Pierre-Yves Le Meur (IRD), Anne-Laure Dotte (UNC), Suzie Béarune (UNC), Nils Ferrand (IRSTEA), Marc Despinoy (IRD), Julien Drouin (IAC)

AU FIL DE L'EAU

Noumée 2019

Workshop des 17 et 18 septembre

En Nouvelle-Calédonie, comme dans toutes les régions du monde, l'eau est au centre d'enjeux majeurs. Peu de temps après la création du Consortium pour la Recherche, l'Enseignement Supérieur et l'Innovation en Nouvelle-Calédonie (CRESICA), son comité de site a proposé un programme de recherche centré sur une problématique commune et transversale : la gestion intégrée de l'eau et de ses usages. C'est ainsi, en lien étroit avec la valorisation du capital naturel, la santé et la gouvernance des ressources et des espaces (deux des trois principaux thèmes de recherche du CRESICA), que le programme « Au fil de l'eau » est né. Son ambition est de fournir un appui aux politiques publiques, notamment à la Politique de l'Eau Partagée (PEP). Ce programme est arrivé à mi-parcours en 2019 et a donné lieu à l'organisation à l'UNC sur deux journées (les 17 et 18 septembre 2019) d'un workshop ouvert aux scientifiques, aux représentants des services de la Nouvelle-Calédonie et des collectivités comme, plus largement, à quiconque s'intéresse particulièrement à la thématique de l'eau en Nouvelle-Calédonie.

Ce livret met à disposition, sous forme synthétique, les idées débattues lors de ce workshop. Dans une première partie, les projets en cours de ce programme, leurs résultats et leurs perspectives, objet de la première journée, sont présentés. Dans une deuxième partie, sont exposés les principaux questionnements nés des discussions qui ont rythmé les ateliers de la seconde journée, ces derniers ayant donné la priorité aux échanges.

CRESICA
Consortium pour la Recherche, l'Enseignement Supérieur et l'Innovation
en Nouvelle-Calédonie



Avec le soutien de



ISBN: 979-10-91032-14-8



9 791091 032148